
QUELLES RESSOURCES POUR LE CONTINENT ?

EXPLOSION PROGRAMMÉE ? LA CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE VA-T-ELLE DÉSTABILISER L'AFRIQUE DE L'OUEST ?

Serge Michailof

Il a fait ses études en France (HEC, licence de sociologie, doctorat d'économie) et aux États-Unis (MIT). Aujourd'hui chercheur associé à l'IRIS et consultant, il a enseigné près de dix ans à Sciences Po et à l'Université de la Sorbonne Paris 1. Il a été l'un des directeurs des opérations de la Banque mondiale et le directeur exécutif des opérations de l'Agence française de développement (AFD). Au cours d'une carrière d'un demi-siècle, il a travaillé dans plus de soixante-cinq pays sur tous les continents. Son dernier ouvrage s'intitule *Africanistan. L'Afrique en crise va-t-elle se retrouver dans nos banlieues ?* (Fayard, 2015).



Les transformations démographiques les plus spectaculaires jamais survenues dans l'histoire de l'humanité se déroulent et vont se dérouler sur le continent africain au cours des prochaines décennies. L'Afrique subsaharienne a connu et connaît encore une évolution démographique exceptionnelle. Par suite des troubles liés à la traite des esclaves, la population de l'Afrique a ainsi stagné de 1500 à 1900, passant d'environ 80 à 95 millions d'habitants, alors que sur la même période, les populations de l'Europe et de la Chine ont été multipliées par cinq.

La démographie africaine constitue un cas très particulier

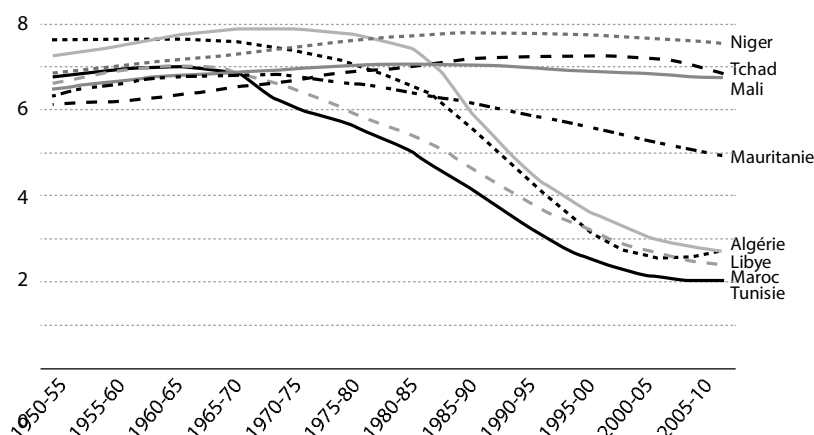
Au cours du XX^e siècle, la population de l'Europe a en effet été multipliée par deux, celle de la Chine par trois et celle de l'Inde par cinq : mais celle de l'Afrique subsaharienne a été multipliée par sept ! Cette formidable croissance est due à la conjonction de la forte réduction de la mortalité, en particulier infantile, et du maintien de taux élevés de fécondité (nombre moyen d'enfants par femme). Cette croissance démographique s'est ensuite réduite, une baisse de la fécondité accompagnant de manière générale la baisse de la mortalité, ce qui constitue la transition démographique.



La croissance démographique va-t-elle déstabiliser l'Afrique de l'Ouest ?

À partir des années 1960, les taux de fécondité ont ainsi rapidement baissé... partout, sauf en Afrique subsaharienne où ce taux est resté très élevé, à 5,4 enfants par femme sur la période récente ; il est resté au-delà de 7 enfants par femme depuis un demi-siècle dans la plupart des pays sahéliens. Ce décalage important entre la chute de la mortalité et la baisse de la fécondité constitue la principale anomalie de la démographie africaine. Conséquence : les taux de croissance démographique sont restés très élevés, de l'ordre de 2,7 % pour l'Afrique subsaharienne au niveau global et supérieurs à 3,5 % dans la plupart des pays sahéliens. La question qui se pose maintenant est de savoir comment évoluera cette population africaine au cours du XXI^e siècle.

Compte tenu des niveaux toujours élevés de fécondité on peut déjà affirmer qu'après l'explosion démographique du XX^e siècle, l'Afrique connaîtra une seconde explosion démographique au cours du XXI^e siècle. La population de l'Afrique subsaharienne est actuellement estimée à 1 milliard d'habitants en 2017. Or l'inertie propre aux phénomènes démographiques fait que l'on peut déjà avancer qu'à l'échéance de 2030, cette population atteindra un chiffre situé dans la fourchette de 1,3 à 1,4 milliard.



Source : *Perspectives démographiques mondiales : édition 2012*, DAES, ONU
© Secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO/OCDE)

Transition de la fécondité (tiré de : OECD/SWAC, *Un Atlas du Sahara-Sahel. Géographie, économie et insécurité*, Cahiers de l'Afrique de l'Ouest, OECD Publishing, 2014)

Au-delà de 2030, les chiffres attendus de population sont marqués de nombreuses incertitudes. On ignore par exemple la rapidité de la réduction du taux de mortalité infantile. Ce taux est encore très élevé et des progrès significatifs certes souhaitables sont attendus en ce domaine. Mais ils ne manqueront pas de se répercuter sur les taux de croissance démographique. On ignore également la décreue de la fécondité



qui semble beaucoup plus lente en Afrique subsaharienne que ne le laissait espérer le modèle classique. Si la fécondité passait pour l'ensemble de l'Afrique subsaharienne de 5,4 enfants par femme à 2,6 au début des années 2050, la population en 2050 serait de 1,8 milliard. Mais si la fécondité est alors encore de 3,5, la population serait de 2,3 milliards...

Le Niger est démographiquement le cas le plus angoissant

Lors de son indépendance en 1960, le Niger avait environ 3 millions d'habitants. Ce pays en compte aujourd'hui 20 millions. Quels que soient les évolutions attendues du taux de fécondité et les efforts engagés dans le domaine du planning familial, sa population sera supérieure à 40 millions en 2035. Le taux de croissance de la population atteint désormais 4 % et, sur la base des tendances actuelles, il pourrait dépasser 4,3 % en 2035.

Pour la période 2035-2050, les fourchettes prévues de population s'élargissent considérablement. Elles oscillent entre un chiffre de 63 millions pour un taux de fécondité de 4,1 en 2050, 76 millions pour un taux de fécondité de 5,1 et enfin 89 millions si la fécondité restait comme c'est actuellement le cas à 7,6 enfants. Une première conclusion est que la population du Niger en 2050 serait alors au minimum vingt fois sa population de 1960. Mais les enfants ne sont-ils pas la richesse des familles et l'avenir d'une nation ?

Le Niger a une superficie de 1,2 million de km², soit environ deux fois et demie celle de la France. Mais moins de 8 % de la superficie du pays sont réellement adaptés à l'agriculture. Dans ces régions, la densité de population varie entre 60 et plus de 100 habitants/km², atteignant même 150 habitants dans certains arrondissements. Compte tenu des techniques culturales extensives actuelles, de l'irrégularité des pluies et de la pénurie de terres irriguées, ce type de densité pose problème dès que l'on dépasse environ 40 habitants/km². Cette densité implique en effet un raccourcissement des temps de jachères, une surexploitation des terres, une déforestation dramatique et une multiplication des conflits avec les éleveurs qui ne disposent plus d'espace libre.

La croissance démographique excessive provoque ainsi la création de poches, puis maintenant de régions entières, où règne une dramatique pauvreté rurale, où s'exacerbent les tensions foncières et où apparaissent des situations que l'on ne peut caractériser que par le terme de crises malthusiennes localisées¹. Ces situations sont évidemment aggravées par le manque d'investissement public et privé dans l'agriculture et des politiques agricoles inadaptées.

Un drame malthusien est-il inévitable au Sahel ?

Les débats sur la population opposent souvent les tenants du « il n'y a de richesses ni de force que d'hommes », énoncé par Jean Bodin en 1576, et les adeptes de Malthus



La croissance démographique va-t-elle déstabiliser l'Afrique de l'Ouest ?

qui, dans son *Essai sur le principe de population* paru en 1798, préconisait de réduire la croissance de la population pour éviter les famines, les guerres et les épidémies. Les choses ont bien changé depuis ces écrits. Le consensus aujourd'hui est que Malthus a eu globalement tort, car les progrès scientifiques, en particulier dans le domaine agronomique, ont permis de faire mentir ses prédictions. Toutefois, on se rend maintenant compte qu'au niveau local, celui d'une vallée en Afghanistan ou d'une région donnée au Sahel, la combinaison de l'exceptionnelle croissance démographique et de l'absence tant d'investissement dans l'agriculture que de progrès technique, fait que ses prédictions se révèlent malheureusement parfois exactes. On voit ainsi apparaître au Sahel une situation de dépendance accrue vis-à-vis des aides alimentaires qui ne peut guère que s'accroître.

Dans toutes ces régions, les sécheresses périodiques entraînent des enchaînements désastreux : à la chute spectaculaire des rendements s'ajoutent des attaques de sauterelles, la propagation des épidémies au sein des troupeaux, une augmentation de l'endettement, une dégradation du statut nutritionnel et, bien sûr, un accroissement de la pauvreté. L'impact d'une forte sécheresse s'exerce ainsi sur plusieurs années.

Face à la dépendance accrue vis-à-vis des importations et de l'aide alimentaire, des efforts significatifs sont faits pour développer l'irrigation. Mais, malgré ces efforts, au Niger la production céréalière irriguée représente moins de 2 % de la production céréalière totale et les projections montrent que, même en mettant en valeur toutes les terres irrigables du pays, le Niger restera fortement dépendant (à hauteur d'environ 75 % en 2050) d'une agriculture pluviale extrêmement aléatoire.

Une croissance démographique trop élevée est source d'appauvrissement

Avec une croissance du produit intérieur brut de 5 %, si le taux de croissance démographique est de 3,5 %, la croissance effective du PIB par habitant n'est que de 1,5 % et il faudra ainsi plus de quarante-cinq ans pour doubler le niveau de vie par habitant. Ce problème est dramatiquement illustré par l'évolution du PIB par habitant au Niger, qui a été réduit d'un tiers depuis l'indépendance du pays.

Une deuxième raison est d'ordre budgétaire, car lorsque la population d'un pays pauvre s'accroît, comme aujourd'hui au Niger, de 750 000 enfants chaque année, alors que les enfants en bas âge ou en âge d'être scolarisés représentent déjà la moitié de la population, la satisfaction des besoins en éducation, formation et santé devient un fardeau financier insupportable pour le budget. Dans ces conditions ces pays sont obligés de sacrifier la qualité de l'éducation. Le temps moyen passé par les enfants sur les bancs de l'école est ainsi inférieur à 1,5 an au Niger alors qu'il faut un minimum de cinq ans pour espérer maîtriser lecture, écriture et arithmétique.



En principe la croissance de la population active potentielle (âgée de 15 à 64 ans) conduit à l'apparition d'un « dividende démographique » favorable à la croissance économique, qui est lié à l'arrivée à l'âge adulte de classes d'âge très nombreuses. Mais le dividende démographique implique que la proportion de dépendants de moins de 15 ans à la charge des actifs diminue. Or, avec une fécondité élevée, le nombre de dépendants reste également très élevé et très peu de pays africains peuvent espérer bénéficier de ce dividende démographique.

La démographie du Sahel peut déstabiliser toute l'Afrique de l'Ouest

Au total, la transition démographique en Afrique subsaharienne, et particulièrement au Sahel, est à peine amorcée et ne s'achèvera pas avant plusieurs décennies, provoquant au cours des trente ans à venir un accroissement spectaculaire du nombre de jeunes qui va peser sur les disponibilités alimentaires, sur les niveaux de vie, sur les dépenses sociales et surtout sur l'emploi. Va se constituer alors, tant au fond des campagnes que dans les mégapoles en cours de formation, une masse sous-employée, sans espoir de promotion sociale.

Il faut souligner ici que ce même phénomène explique, pour une bonne part, la montée des tensions dans les pays du Moyen-Orient qui conduisirent aux fameux Printemps arabes et aux désastres que l'on connaît en Syrie, en Irak et au Yémen. Par conséquent, en Afrique subsaharienne, les décennies à venir seront à l'évidence, comme je l'écrivais déjà dans un précédent ouvrage², les décennies de tous les dangers.

Comment le groupe des quatre pays qui constituent le cœur du Sahel francophone, dont la population passera de 67 millions en 2015 à 120 ou 132 millions en 2035 puis entre 170 et 210 millions en 2050, peut-il espérer gérer un doublement, puis un triplement de sa population en un laps de temps aussi court, sachant que même si des efforts considérables sont immédiatement engagés dans le planning familial, la population continuera encore à augmenter après 2100 ?

Il est difficile de croire que cette folle croissance de la population, dans une région du monde confrontée à tant de handicaps et de menaces, ne conduira pas à des drames. Ceux-ci peuvent se manifester par des famines régionales de grande ampleur comme en connaissent aujourd'hui le Sud Soudan, la Somalie et le Yémen. On ne peut en effet espérer nourrir par l'aide alimentaire des dizaines de millions de personnes, ne serait-ce que parce que le commerce interrégional ne pourra pas combler les déficits, et les systèmes logistiques seront incapables d'acheminer les volumes requis.

Le rapport de conclusion de la conférence multidisciplinaire organisée en 2013 par l'Université de Berkeley sur la crise au Sahel souligne que l'on « ne peut éviter de conclure que la croissance de la population dans un contexte de changement climatique va rapidement excéder la capacité de production alimentaire de la région³ ».



La croissance démographique va-t-elle déstabiliser l'Afrique de l'Ouest ?

Mais le plus probable, avant que des famines se déclenchent, est que la paupérisation du monde rural et la perte d'espoir des jeunes fassent le lit du djihadisme. Car les menaces se profilent de tous côtés. Entre Boko-Haram, la Libye en plein désordre, le nord du Mali ingérable et la déstabilisation en cours du centre du Mali autour de Mopti et Ségou, l'insécurité a toute chance de se généraliser au point de paralyser les circuits économiques. L'extension de l'insécurité ne pourrait que déborder sur la Côte d'Ivoire, le Cameroun, le Sénégal et le Nigeria dont on sous-estime la fragilité. En tout état de cause, nous voyons que la simple poursuite des tendances démographiques actuelles au Sahel est ingérable.

Il est encore possible de faire mentir ces prédictions

Si les évolutions en cours au Sahel sont très préoccupantes, des politiques appropriées peuvent pourtant atténuer l'impact négatif de cette croissance démographique exceptionnelle et permettre au moins... de gagner du temps. Une véritable croissance rurale soutenable est possible; René Billaz qui fut le directeur scientifique du Cirad, puis le fondateur de l'ONG Agronomes et Vétérinaires sans frontières vient de publier un ouvrage exceptionnel⁴ qui synthétise ses soixante ans d'expérience mondiale en agronomie tropicale. Par l'application des connaissances accumulées depuis un demi-siècle au Sahel en matière d'agroécologie, il serait parfaitement possible de doubler les rendements en milieu paysan, ceci sans apport de coûteux fertilisants et pesticides chimiques. Mais la mise en œuvre de ces techniques implique la mise en place de programmes de développement rural de grande ampleur dans un contexte où les budgets locaux ne consacrent que des montants ridiculement faibles à ce secteur alors que l'aide internationale s'en est scandaleusement désinvestie.

Mais gagner du temps n'est pas gagner la bataille et il est désormais également urgent de maîtriser la fécondité. Or en ce domaine extraordinairement sensible sur les plans culturel, religieux et idéologique, la tentation est toujours d'espérer que le développement économique et l'éducation régleront « spontanément » ce problème, tout comme en Europe, en Amérique du Nord et en Russie; rappelons toutefois que, dans ces régions, la transition démographique s'est étalée sur une centaine d'années et l'accroissement naturel est resté au maximum de l'ordre de 1 % par an.

En Asie, où le prix Nobel Gunnar Myrdal prédisait dans un ouvrage célèbre⁵ il y a près d'un demi-siècle des famines dramatiques, les taux d'accroissement naturels de plus de 2 % par an ont été de courte durée. En Afrique subsaharienne et en particulier au Sahel, où l'accroissement de la population se maintient au-dessus de 3 % par an depuis 1960, dans combien de décennies peut-on raisonnablement espérer atteindre des taux de croissance démographique d'environ 1 % par an, comme aujourd'hui en Asie et en Amérique latine ?



Dans un tel contexte, les responsables politiques ont la responsabilité historique de plaider à contre-courant de la culture et des idées dominantes pour lancer au plus vite de vastes programmes de planning familial. Mais le lancement de tels programmes, qui ont par exemple réussi au Maghreb et au Bangladesh, se révèle bien problématique. Les gouvernements iront-ils contre l'opinion générale, contre leurs religieux, dans un contexte où les groupes d'oppositions armés ne manqueront pas d'en faire un argument politique déstabilisateur ? Les donateurs internationaux, qui ont toujours soigneusement évité ces sujets, sont-ils disposés à braver les interdits de la droite religieuse nord-américaine ? Le président Trump ne vient-il pas de réactiver les décisions prises par Georges W. Bush coupant tout crédit américain aux organisations internationales intervenant en ce domaine ?

Le combat n'est pas perdu. Il n'est pas encore engagé.

Notes

1. Cf. à cet égard le remarquable article de M. Potts, C. Henderson et M. Cambell, « The Sahel, a malthusian challenge », *Environmental and Resource Economics*, vol. 55, août 2013, Bixby Center for Population, Health and Sustainability, Berkeley, University of California.
2. S. Michailof, *Notre maison brûle au Sud*, Paris, Fayard, 2010.
3. « Crisis in the Sahel, Possible solutions and the consequences of inaction », OASIS Conference, Berkeley, avril 2013.
4. R. Billaz, *Faire du Sahel un pays de cocagne*, Paris, L'Harmattan, 2016.
5. G. Myrdal, *Asian Drama, an Inquiry into the Poverty of Nations*, New York, Pelican books, 1968.

LES PROBLÈMES DE L'EAU EN AFRIQUE

Ghislain de Marsily

Professeur émérite à Sorbonne Université (Paris 6-Pierre-et-Marie-Curie) et à l'École des Mines de Paris, il est membre de l'Académie des sciences et de l'Académie des technologies, et associé étranger de l'US Academy of Engineering. Ingénieur civil des Mines, il a enseigné la géologie appliquée aux Mines de Paris puis à l'Université Paris 6 et, enfin, à l'École polytechnique. Son domaine d'activité touche aux eaux souterraines, à la ressource globale en eau, à sa protection et sa gestion, à la gestion des déchets et au développement durable.



© Antoine Meyssonnier

« *Les problèmes de l'eau dans les Afriques* » aurait été un titre plus exact pour cet article. Car il n'y a pas une situation unique en Afrique, c'est une mosaïque de territoires et de pays complètement différents, du nord au sud et de l'est à l'ouest, tant par le climat, la géographie, la végétation... que par les populations qui y vivent et leurs modes de vie.